

Sommaire :

- Compte-rendu de l'audience à RANGUEIL
- Compte-rendu de l'AG de la Cité Administrative
- Compte-rendu CHS

A Rangueil, la Cité et le Mirail, les collègues se sont massivement réunis en Assemblée Générale !

Lors du CHS de Mercredi matin : la DRFIP a laissé entendre que « les affectations de cadres C filière fiscale annoncées par la Centrale (dans le 31) pour le 1^{er} janvier 2012 ne seraient pas à la hauteur des arrivées attendues... »

Rangueil : entretien avec un DRFIP !

Ce mardi 18 Octobre à 11h00, le DRFIP, accompagné d'une partie du staff de Direction, a rencontré une délégation des personnels représentant les services du site.

Il fut directement mis dans le bain avec un comité d'accueil organisé par les collègues pour bien lui signifier la détermination à voir aboutir les revendications posées.

En propos introductifs, les collègues ont tenu à rappeler les exigences situées au coeur de la mobilisation sociale et portant (lire la motion des personnels) :

- sur la situation déficitaire de l'emploi à Rangueil (et plus généralement dans le département),
- les services d'accueil,
- la recrudescence des actes de malveillance à l'égard des collègues en contact avec le public (réception physique ou téléphonique),
- les conditions de travail, le sens des missions...
- la campagne de dénigrement anti-fonctionnaire alimentée au sommet même de l'Etat

Les réponses du DRFIP

**Nous ne nous
taurons pas !**

En premier lieu, le DRFIP a fait part de son agacement au sujet de la **campagne médiatique engagée**. Selon lui, il ne s'agit ni plus ni moins que de postures syndicales visant à maximaliser l'importance des agressions physiques, verbales et téléphoniques qui resteraient en nombre limité. Il a cependant indiqué n'avoir aucun tabou sur les mesures de sécurité et de protection à prendre.

Pour leur part, les collègues ont clairement écarté la proposition de postes de vigiles et remis le couvert sur les emplois.

A la responsabilité du gouvernement sur la dégradation du climat avec les usagers (injustice fiscale, hystérie anti-fonctionnaire...), le DRFIP a souhaité couper court au débat en disant qu'il fallait respecter la fonction de Président de la République et qu'il n'était pas au courant des récents propos de N SARKOZY traitant, en ces temps de crise, les fonctionnaires de privilégiés.



Se refusant à désavouer publiquement la politique gouvernementale prenant pour cible les agent(e)s des services publics dans la stratégie de division du pays, le DRFIP s'est dit favorable à une communication dans ULYSSE pour réaffirmer le soutien de la Direction aux agent(e)s.

Il s'est montré réservé sur une expression publique de la DRFIP relative à la fiscalité locale en cette période de sortie de la TH et de la TF. **En clair pas de vagues !**

Il faut des EMPLOIS !

A propos de l'emploi, M LE FLOC'H a confirmé l'arrivée à l'accueil d'un EDRA supplémentaire pour le mois de Novembre. Malgré des arguments défailants sur la pertinence de la suppression en Septembre dernier de l'un des emplois C du service d'accueil, le DRFIP s'est refusé à prendre tout engagement immédiat visant à le rétablir dans le tableau des effectifs.



Il a reconnu l'impact négatif des suppressions d'emplois dans le fonctionnement quotidien des services et indiqué qu'il interviendrait auprès de la Centrale, pour que lors de la CAP Nationale d'Affectation du Cadre C de la filière fiscale, une attention particulière soit apportée pour pourvoir l'ensemble des postes vacants sur le Département.

Situation des effectifs Cadre C (filrière fiscale) RANGUEIL

SIP Sud-Est : -2,2 emplois

SIP Rangueil : -1,9 emplois

CDIF Toulouse : -2,2 emplois

Concernant l'année prochaine et les suppressions d'emplois à venir, il s'est voulu rassurant en nous affirmant que leur volume serait moins important que l'année prochaine. **Nous voilà soulagés !**

Nous passerons sur les cours d'économie qu'il nous a dispensé concernant le caractère capital du maintien du triple A délivré par les agences de notation qui serait menacé « par les odieuses charges que représentent les salaires et emplois de fonctionnaires. »

Nous ne dissenterons pas d'avantage sur le devoir d'exemplarité qu'aurait, selon lui, notre Administration et la nécessaire poursuite de réduction des effectifs pour soulager les déficits publics qui ne sont bien entendus pas creusés par les milliards d'argent public dilapidés au profit des banques et marchés financiers, nullement responsables de la crise.

Accueil : un mission qu'il faut revaloriser !

Au sujet de la mission d'accueil, le DRFIP a expliqué qu'il communiquerait prochainement le résultat des audits et qu'il était ouvert à une discussion avec les organisations syndicales pour travailler sur le sujet.

Il a confirmé que la fréquentation dans les centres des finances publiques était en nette augmentation (240.000 personnes reçues à ce jour).

Pour les collègues, la prochaine échéance est fixé au Lundi 24 Octobre, date de la CAP Nationale d'Affectation du Cadre C pour Janvier. D'ici là, la mobilisation et la vigilance reste de mise.

POURSUIVONS LA MOBILISATION POUR GAGNER LA GUERRE DES EMPLOIS



Les agents du SIE Toulouse Sud Est, pôle enregistrement, ont interpellé le DRFIP sur la situation du service suite à la suppression de 3 cadres C au 01 /09 /2001 : (1 suppression nette, deux départs).



Une situation qui a pour conséquence une dégradation des conditions de travail qui se caractérise par :

- une rotation des agents plus importante à l'accueil,
- Un allongement des délais d'enregistrement des actes et déclarations ;
- Une augmentation du nombre d'appels téléphoniques ;
- Un accroissement du volume de déclarations de successions en instance de traitement.

A cette situation s'ajoute l'absence de note relative aux modalités d'application du dispositif progressif du rapport fiscal des donations antérieures qui passe de 6 à 10 années. (mesure entrée en vigueur au 31/07/2001) ainsi que l'absence de prise en compte de ces mesures par l'application MOOREA.)

Enfin les agents ont tenu à mettre en avant l'augmentation importante des charges du pôle enregistrement par rapport à l'année 2010. En conclusion, les agents ont exigé qu'il soit pris acte de cette situation et qu'il en soit tiré les conséquences en termes d'emplois.

INTERVENTION DES COLLEGUES DU CDIF

Faisant suite aux éléments déjà donnés lors du conflit d'octobre 2010 par le CDIF, celui-ci a toutefois ajouté que compte tenu de la situation de retard aux bureaux des Hypothèques de Toulouse dans la passation des actes notariés (non remplacement d'agents suite aux départs à la retraite de certaines d'entre eux (!) , **le CDIF a alerté la direction du retard dans le flux des affaires courantes.**



En effet alors que l'année précédente le CDIF traitait environ 200 affaires "mutation" lors du batch annuel, cette année en août et septembre 2011 le batch s'est élevé à environ 1 400 affaires contentieuses. Le service du cadastre a ainsi procédé aux traitements de ce batch le plus rapidement possible soit pour la sortie des rôles de taxe foncière, soit pour dégrever la personne imposée à tort à la taxe foncière et imposer la personne propriétaire au 1er janvier de l'année 2011.

Cette opération de rattrapage a nécessité 3 semaines de travail par les secteurs fonciers et le service n'a pas pu remplir ses missions quotidiennes ainsi abandonnées pendant ce laps de temps. Les instances au 30/09/2011 par rapport à celles du 30/09/2010 ont explosé : +452% en ce qui concerne les anomalies BNDP hebdomadaires +317% en ce qui concerne les déclarations en instance et +233% en ce qui concerne les affaires contentieuses d'attribution et d'évaluation confondues.

Le CDIF a rappelé également ses craintes pour 2012 pour la réalisation de la révision des locaux commerciaux dans un tel contexte de suppression d'emplois et **a de nouveau alerté le manque de personnel dans son service soit -0,4 A (non compris arrêt maladie) -0,4 B et -2C, même si le renfort d'un EDRA C (à 80%) et d'un inspecteur également en renfort de façon ponctuelle est à souligner.**

ET TOUT CELA DANS UN CONTEXTE OU LE NOMBRE DE PERMIS DE CONSTRUIRE ET D'AMENAGER RESTE EN CONSTANTE AUGMENTATION DE L'ORDRE DE 30% DANS L'AGGLOMERATION TOULOUSAINE !!!!!!!



La CGT a interpellé la DRFIP lors du CHD-DI du 19 octobre sur les agressions physiques et verbales récurrentes recensées à l'accueil de certains sites urbains et ruraux.

Les Directeurs ont réaffirmé que la DRFIP avait bien pris conscience de la nécessité de faire un point sur la mission accueil ainsi que de l'urgence de réponses à apporter aux exigences légitimes des personnels concernés. **Ainsi il a été indiqué que la division de la fiscalité des particuliers rencontrait actuellement les personnels, dans le cadre de réunions formelles, afin d'évoquer les conditions d'exercice de la mission et apporter des « réponses adaptées ».**

Pour la DRFIP, les « incidents » recensés sont dus à un contexte lié à la spécificité des missions fiscales (le « problème c'est l'impôt ») et à « l'air du temps » (les incivilités sont « monnaies courantes » de nos jours...c'est comme ça !!). Toutefois la DRFIP a indiqué qu'elle « soutenait » les agents des services accueils par le dépôt de plaintes « quasi-systématique » et par l'envoi d'un courrier au contribuable... Par ailleurs, le Médecin de prévention a rappelé qu'il recevait en consultation les agents victimes d'agression et établissait une « fiche de risque » pour chaque cas plus importants que les 5 officiellement recensés...

Mardi 18 octobre : l'AG de de la Cité Administrative



Vers 8h30, l'AG réunit petit à petit une trentaine de personnes pour finalement terminer à un peu plus de 50 collègues avec une participation importante de la gestion publique. L'information dans les radios, le reportage dans 20 mn et la presse laissent largement aller aux commentaires. Le **constat est partagé, d'une souffrance dans tous les services publics, agression mortelle à la SNCF, dans les services de santé, de l'éducation, multiplication de la violence, mais aussi d'actes de désespoir...**

La discussion avec le public révèle beaucoup de compréhension vis-à-vis de notre mouvement (La politique fiscale qui frappe les salariés et les familles les plus pauvres est surtout mise en avant comme première raison justifiée de la colère des usagers). De là à s'en prendre aux agents, la grande majorité condamne les agressions.

Les faits sont têtus : avec la progression de l'affluence dès le mois d'août (+24%), l'agression d'une collègue le 11 août par une déficiente mentale, une tension forte sous forme de malaise social s'est développée à l'accueil. Aujourd'hui, cela est devenu insupportable !! D'autant plus que jusqu'à la fin de l'année, le calendrier des échéances dans les SIP et SIE est plein !

Une collègue de la gestion publique redoute déjà le 15 novembre qui est un vrai cauchemar. Elle se rappelle l'an dernier être restée debout toute la journée avec ses collègues dans des conditions de stress insupportables, sans aucune réaction de la direction !

L'AG convient d'un sous dimensionnement des moyens humains dans les cellules d'accueil : **Les agents exigent des emplois formés qualifiés; le déficit d'agents au recouvrement dans les SIP doit aussi être rapidement pris en compte.**

Ils exigent l'affectation d'agents supplémentaires sur la résidence de Toulouse.

La proposition du directeur général en juin 2010 d'un SIP supplémentaire avec les emplois nécessaires dans l'agglomération toulousaine en fonction de la progression de la démographie, l'étude du dossier fin 2010 doivent s'accompagner de décisions rapides.

